



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2021-73
Séance du 9 décembre 2021 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt et un, le neuf décembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Aldon, Briane, Caizergues, Castellon, Lenoir, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala

Mmes Berard, Enjalbert, Gouard, Joannot, Palau, Pervent, Suau

Absents ayant donné procuration : M. Oudinot pouvoir à M. Perez, Mme Torrandell pouvoir à Mme Berard, Mme Vilaplana pouvoir à M. Caizergues

Absents excusés : M. Deyrat, M. Huber

Absents : Mme Balsan

Secrétaire de séance : Mme Frédérique Berard

Nombre de membres en exercice : 23

Date de convocation et affichage

Présents : 17

Absents : 3

3 décembre 2021

Procurations : 3

Votants : 20

Objet : Elargissement de l'attribution du RIFSEEP aux agents contractuels de droit public

M. le maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel qui rappelle que par délibération en date du 14 mai 2018, le conseil municipal a mis en œuvre, le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise, et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), composé de deux parts, à savoir une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) et un complément indemnitaire annuel (CIA), pour le bénéfice des agents contractuels de droit public dont les fonctions relèvent du cadre d'emploi des attachés territoriaux et des agents titulaires ou stagiaires relevant des cadres d'emplois suivants :

- attachés territoriaux ;
- rédacteurs territoriaux ;
- adjoints administratifs territoriaux ;
- agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles ;
- adjoints territoriaux du patrimoine ;
- animateurs territoriaux ;
- adjoints d'animation territoriaux ;
- adjoints techniques territoriaux ;
- agents de maîtrise territoriaux.

Après la publication des décrets d'application, le conseil municipal a étendu le bénéfice du RIFSEEP aux cadres d'emploi suivants par délibération du 27 septembre 2021 :

- techniciens territoriaux ;
- éducateurs de jeunes enfants ;
- puéricultrices territoriales ;
- auxiliaires de puériculture territoriaux.

Considérant la part non négligeable d'agents contractuels au sein des services communaux, il est proposé à l'assemblée d'élargir le bénéfice du RIFSEEP, à compter du 09 décembre 2021, à l'ensemble des agents contractuels de droit public relevant des cadres d'emploi susmentionnés. Ainsi ces agents pourront bénéficier du RIFSEEP dans les mêmes conditions que les agents titulaires et stagiaires qui occupent ces mêmes cadres d'emploi.

Ils pourront se voir placés dans les mêmes groupes de fonctions conformément aux critères professionnels fixés par les articles 3 et 4 de la délibération du 14 mai 2018 et attribués un montant individuel de primes dans la limite des plafonds annuels fixés pour chaque cadre d'emplois de la façon suivante :

Cadre d'emplois	Groupe	Emploi (à titre indicatif)	Montant maximal individuel annuel IFSE en euros	Montant maximal individuel annuel CIA en euros
Attachés territoriaux	Groupe 1	Direction, secrétariat de mairie	36 210	6 390
	Groupe 2	Chef de pôle	32 130	5 670
	Groupe 3	Chef de service encadrant	25 500	4 500
	Groupe 4	Chef de service sans encadrement, chargé de mission	20 400	3 600
Rédacteurs Animateurs	Groupe 1	Chef de service	17 480	2 380
	Groupe 2	Adjoint au chef de service	16 015	2 185
	Groupe 3	Expert dans un ou plusieurs domaines	14 650	1 995
Adjoints administratifs A.T.S.E.M Adjoints d'animation Adjoints techniques Adjoint du patrimoine Agent de maîtrise Auxiliaire de puériculture territoriaux	Groupe 1	Encadrement de proximité, expert dans un domaine particulier	11 340	1 260
	Groupe 1	Si logement pour nécessité absolue de service	7 090	1260
	Groupe 2	Agents d'exécution	10 800	1200
	Groupe 2	Si logement pour nécessité absolue de service	6 750	1200
Puéricultrices territoriales	Groupe 1	Direction, responsable de structure, d'un pôle ou service	19 480	3 440
	Groupe 2	Adjoint au responsable de structure / fonction de coordination ou de pilotage	15 300	2 700
Educateurs territoriaux de jeunes enfants	Groupe 1	Direction, responsable de structure, d'un pôle ou service	14 000	1 680
	Groupe 2	Adjoint au responsable de structure / fonction de coordination ou de pilotage	13 500	1 620
	Groupe 3	Encadrement de proximité, expert dans un domaine particulier	13 000	1 560
Techniciens territoriaux	Groupe 1	Direction, responsable de structure, d'un pôle ou service	17 480	2 380
	Groupe 1	Si logement pour nécessité absolue de service	8 030	2 380
	Groupe 2	Adjoint au responsable de structure / fonction de coordination ou de pilotage	16 015	2 185
	Groupe 2	Si logement pour nécessité absolue de service	7 220	2 185
	Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers / gestionnaire	14 650	1 995
	Groupe 3	Si logement pour nécessité absolue de service	6 670	1 995

Le conseil municipal, sur proposition de M. le maire, après discussion et à l'unanimité :

- élargi le bénéfice du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise, et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), à compter du 9 décembre 2021 aux agents contractuels de droit public relevant des cadres d'emplois susmentionnés ;
- dit que les modalités d'application du RIFSEEP à ces cadres d'emplois sont celles énoncées dans les articles 2 à 6 de la délibération du conseil municipal en date du 14 mai 2018 ;
- autorise M. le maire à signer les contrats de travail indiquant les montants de l'IFSE et du CIA versés aux agents concernés dans le respect des dispositions précitées ;
- inscrire chaque année les crédits correspondants au budget.
- dit que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 09/12/2021.

Lavérune le 9 décembre 2021

Roger CAIZERGUES
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État.
Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 4.2.3